

TRIBUNE SOCIALISTE SPECIAL INFORMATIQUE

Sous le titre ambigu « L'ordinateur roi ! Le meilleur et le pire » (le rapport Nora en son temps faisait déjà le parallèle entre l'informatique et la langue de la table d'Esopel), la Commission informatique du P.S.U. publie un dossier dans le numéro 16 de Tribune socialiste.

Sur la politique industrielle peu d'informations nouvelles par rapport au livre de J.-H. Lorenzi et C. Le Boucher (Mémoires volées, Ramsay 1979).

L'article central lie à juste titre emploi et qualification, mais se contente d'affirmations un peu trop péremptives qui font l'économie d'une analyse détaillée de l'impact de l'informatisation, sur la modification des procès de travail et passent sous silence les nouvelles formes de gestion de la force de travail. Pourtant l'article sur la bureaucratie met clairement en rapport les besoins de main d'œuvre féminine déqualifiée et terminalisée et les nouvelles stratégies patronales d'aménagement du temps et du lieu de travail (horaire mobile, temps partiel, travail à domicile).

Le dossier se conclut par un débat contradictoire sur la loi informatique et libertés : Jean Lesage écrit qu'il ne faut pas faire la « fine bouche » car malgré ses imperfections, cette loi a permis un début de mobilisation sur la carte d'identité infalsifiable. René Schulbaum lui répond que la Commission nationale Informatique et Libertés est un « instrument redoutable aux mains de l'Etat et du patronat ». Deux thèses assez unilatérales !

Venant du P.S.U., ce dossier a une tonalité inhabituelle : l'exposé de l'évolution technologique n'aboutit qu'à la critique de la dépendance technologique de la France. L'analyse des conséquences sur l'emploi et les qualifications reste à un niveau économique global. Peu ou pas de propositions précises sinon la dénonciation de la « critique radicale » ? ! de l'informatique qui aboutirait à des résultats « syndicalement désastreux » ? !

Eric Braine

JOURNÉE D'ÉTUDE DU STRAIS SUR « LES STRATÉGIES SYNDICALES ET L'INFORMATISATION » (9 oct. 1980)

L'Association pour la réflexion sur l'Automatisation, l'Informatisation des situations de travail (STRAIS) — à qui nous donnerons prochainement la parole dans un prochain bulletin — avait inscrit les organisations syndicales à l'ordre du jour de sa troisième journée d'étude. La C.G.T. ayant fait défection au

dernier moment c'est surtout des propositions ; ce l'analyse et des revendications de la C.F.D.T. dont il a été question. Un rapport introductif, « Les organisations syndicales de salariés face à la micro-électronique » (J. Gauthrat) et les procès de positions habituelles d'André Solé de la banque et des sections syndicales C.F.D.T. de l'A.N.P.E., du Crédit du Nord, du ministère de la Santé, de C.I.L.-H.B., du Crédit lyonnais, etc. Pour répondre à l'interrogation de Solé demandant aux organisations syndicales de passer d'une stratégie défensive (intervenant sur les conséquences) à une stratégie offensive (intervenant sur les choix d'informatisation du travail) les participants se sont posés les questions de savoir ce que recouvrait l'engouement des sociologues pour les conditions de travail. Outre le flou et l'ambiguïté du concept de « conditions de travail » il est apparu utile de ne pas se limiter à une analyse des conséquences individuelles du travail derrière un terminal ; mais de développer un point de vue d'ensemble sur toutes les modifications introduites par l'informatisation pour tous les travailleurs d'une entreprise, d'un secteur, d'une branche, d'une région.

Les stratégies patronales concernant informatisation et intégration des travailleurs ont été analysées ainsi que les principales revendications portant sur la réduction du temps de travail, les pauses, l'ergonomie du poste de travail, l'information préalable à tout projet d'informatisation. Les luttes exposées concernent toujours essentiellement les centres de calcul soit qu'il s'agisse d'un point stratégique à occuper, soit que le personnel opérateur revendique sur ses conditions de travail. Les dix propositions de la C.F.D.T. ne sont pas pour l'instant reprises par ses sections syndicales. Face à un patronat qui expérimente il ne semble pas y avoir de mode de réaction ni de revendications uniques. La conquête de l'information sur les projets d'informatisation mis en place dans le secret semble devoir être une condition préalable à toute action sur l'informatisation.

En l'absence de mobilisation d'ampleur la proposition d'André Solé pour des stratégies syndicales positives sur l'organisation et sur les conditions de travail comportent de l'avis de la majorité des participants des risques évidents de déception. Dans la période actuelle et dans la mesure où ce ne sont pas les travailleurs qui décident des investissements, les tâches actuelles des organisations syndicales passent beaucoup plus certainement par une défense pied à pied et résolue du salaire, de l'emploi, des conditions d'hygiène et de santé des travailleurs que par l'intervention pour peser sur la restructuration en cours. Sans lutte de masse, ces stratégies positivistes risquent de favoriser les projets patronaux d'informatisation « participative ».

Prénant comme fil conducteur la politique à l'égard de l'enfance handicapée, Alain Masson montre comment se met en place un dispositif de contrôle social sans précédent. Sous le prétexte généreux d'aider les enfants handicapés, en se fondant sur le rapport Bloch-Lainé, en s'appuyant sur la loi d'orientation de 1975 en faveur des personnes handicapées, sur le système GAMIN et le dossier scolaire, on met en place une gestion qui aboutit à une mise à l'écart des « normaux » et au contrôle étroit des « normaux ». C'est un nouveau pouvoir qui se met en place, voulant tout connaître pour tout gérer.

Ce livre n'est pas une accusation scandalisée et bien-pensante des « autres ». L'auteur reconnaît les bonnes volontés et intentions généreuses, et avoue avoir participé à la mise en place de ces dispositifs, jusqu'au jour où il a été contraint de reconnaître qu'il accomplissait ainsi dans la réalité tout autre chose que ce qu'il voulait. Son refus de cette nouvelle logique tire de cette expérience une singulière vigueur.

Un autre mérite d'A. Masson est de faire une critique fondamentale des présupposés du rapport Bloch-Lainé : l'inadaptation est une différence, qui a sa source dans une déficience, un handicap sur lequel il faut agir pour remédier à l'inadaptation. « Et si, dans la réalité, l'inadaptation ne se laissait pas réduire à la différence, la différence au handicap, et s'il était vain d'espérer atteindre l'inadaptation en agissant sur ce handicap ? » En outre, l'auteur présente une alternative au rapport Bloch-Lainé, montrant ainsi que la logique qui nous est présentée comme évidente n'est pas la seule possible. On peut regretter qu'elle soit trop brièvement explicitée, mais comment attendre d'un projet qui n'a jamais pu être expérimenté autre chose qu'une esquisse ?

Sans doute on reprochera à l'auteur ses erreurs d'interprétation et des analyses « tendancieuses ». Mais peut-il en être autrement lorsque des choix politiques sont faits sous couvert de choix techniques, sans discussion des orientations fondamentales. Que ceux qui accusent A. Masson au nom d'informations qu'ils détiennent portent le débat sur la place publique : ils accompliront ainsi l'œuvre salubre initiée par ce livre.

Il faut lire ce ouvrage : son style clair et varié le rend accessible à tous et il ne peut laisser personne indifférent.

Le travail sous contrainte informatique continue à susciter de nombreux débats, colloques et journées d'études qui mettent principalement en présence sociologues, ergonomes, syndicalistes et militants politiques. Le dernier avatar est l'irruption du P.C.F. sur la scène informatique (cf. l'article de Michel Dauba dans le dernier numéro d'Economie et Politique) à la suite de deux jours consacrés à ce sujet par l'Union régionale C.G.T. de l'Île de France. Il serait sans doute temps d'analyser la signification de ces discours tenus sur un fond de restructuration sans lutte. Surtout que, comme le note un des participants à la journée d'étude du STRAIS, à ce déluge de commu-

du, pourtant le contenu voulu par les organisateurs était bien différent : si nulle critique de l'informatique, aucun débat sur la technologie. Le P.S. accuse le pouvoir de détourner la « Révolution informatique » à son profit en entretenant le mystère, en niant cette révolution, en la déformant et en la minimisant ; alors qu'il s'agit pour le P.S. de donner une réponse à la « révolution de l'informatisation » qui « conjugue informatisation, démocratie et socialisme ». Les différents documents introductifs qui reprennent largement le travail effectué lors de la rencontre de déc. 1979 ont une autre tonalité. A noter les contributions originales venant des secteurs d'implantation des groupes socialistes d'entreprises : sur l'informatisation d'E.C.F.-G.D.F., de la

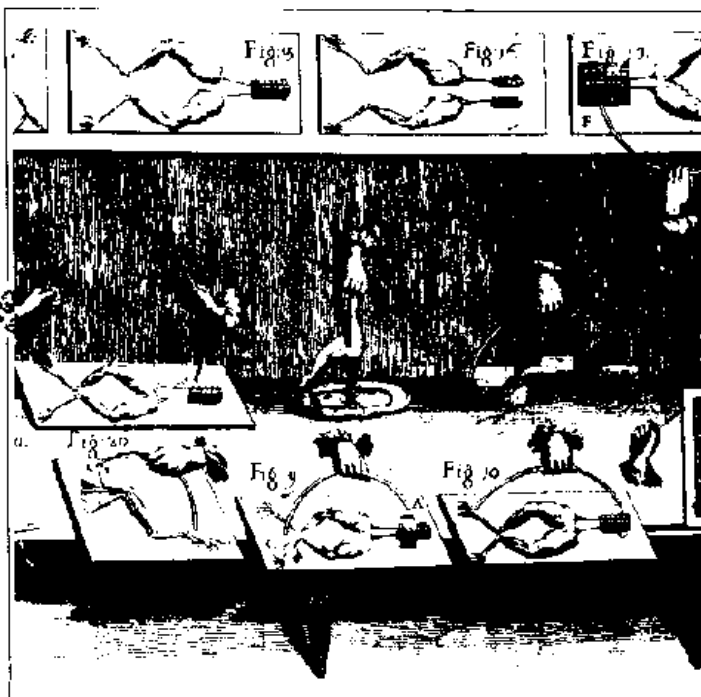
JOURNÉE INFORMATIQUE ET TRAVAIL (13 juin 1980)

Organisée par le groupe « Informatique et Société » de l'A.C.F.T., cette initiative devait dans l'esprit de son organisateur (J.L. Rigali) permettre de poursuivre le débat de la semaine informatique et société de sept. 1979... mais ni le pouvoir ni le C.N.P.F. ne sont venus, et la salle à part un ministre libéral suédois avait une tonalité plutôt militante.

Malgré les efforts de Lasfargue de l'U.C.C.-C.F.D.T., le débat sur le « rôle des cadres face au développement de l'informatique » et sur les dix propositions de la C.F.D.T. n'a pas eu lieu. Par contre J.L. Moynot, secrétaire de la C.G.T., présente une intéressante analyse de l'automatisation comme « phénomène global » affectant le système de production dans son ensemble (l'informatique, automatisation et travail humain).

André Sole, professeur au C.E.S.A., s'y affirme comme le représentant le plus avancé et avise d'une informatisation participative du travail, faisant appel à l'intelligence des organisations syndicales. Dans sa communication (« Concevoir des alternatives technico-organisationnelles », publiée dans le numéro 118 d'Informatique et Gestion) il analyse les résistances à l'informatisation et les enjeux et les risques pour les différents acteurs (patronat, cadres, travailleurs). Il développe ensuite l'idée que l'informatique qu'elle soit centraliste ou répartie offre une « marge de liberté technico-organisationnelle » vis-à-vis de laquelle il lui semble souhaitable que les « acteurs » développent des « stratégies ». Il propose ainsi de « mobiliser l'imagination technico-organisationnelle du personnel » et de mettre en place des politiques d'« expérimentation » permettant d'« travailler autrement » tout en conciliant les impératifs de la rentabilisation des entreprises et les « aspirations » de la main-d'œuvre.

A noter enfin la contribution de M. Niels Bjorn Andersen qui explique l'intervention des syndicats suédois sur l'informatique, dans un contexte de « démocratie industrielle » : formation et information sur la technologie et ses conséquences, lois et accords réglementant l'utilisation de l'informatique en Suède, ainsi que la convention signée entre la confédération ouvrière L.O. et le syndicat patronal suédois, sur l'introduction de l'informatique (le représentant du C.I.I. anima le débat en permettant aux orateurs de la C.G.T. d'exprimer la position de leur organisation sur la question du fichage et du contrôle social informatique.



nications et d'informations monopolisées par les spécialistes de l'informatisation correspondent le non savoir des travailleurs sur une informatisation que le patronat met en place dans le secret.

COLLOQUE « LE SOCIALISME ET L'INFORMATISATION DE LA SOCIÉTÉ » (20 et 21 sept. 1980)

Parallèlement au SICOB, le P.S. a tenu son colloque sur l'informatique. Les six commissions sectorielles, les deux tables rondes de synthèse, sur le travail et sur les libertés ; le débat sur l'informatique et le socialisme, pouvaient avoir pour ceux qui avaient participé à la rencontre « L'informatisation contre la Société ? » de déc. 1979 un air de déjà enten-

Sécurité sociale, des banques, des P.T.T. », ainsi qu'un début d'analyse sur la question difficile des conséquences de l'informatisation sur l'emploi... Malgré un assez solide travail de préparation le colloque du P.S. n'a réuni que 150 participants et le débat est resté assez confus. A noter cependant : l'intervention de R. Forni député de Belfort et vice-président de la C.N.I.L. qui a dressé un bilan assez négatif des possibilités ouvertes par la loi informatique et libertés, il a même parlé d'escroquerie à propos de l'intervention de la C.N.I.L. sur la carte d'identité infalsifiable ; et le manque absolu de sérieux du responsable du P.S. (J.P. Chevènement) lorsqu'il prétend parler de l'informatisation. Des représentants du C.I.I. sont intervenus à deux reprises pour demander au P.S. de prendre position sur le boycott de la carte d'identité infalsifiable ; le P.S. a répondu qu'il réfléchissait.

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D.U.C.I.T. (18.10.1980)
10 personnes participaient à la réunion.